

Extrait du SNTRS-CGT

<http://sntrscgt.vjf.cnrs.fr/spip.php?article2211>

Communiqué de presse de la confédération CGT : Un gouvernement « no futur »

- PUBLICATIONS - Tracts et Communiqués - Déclarations -

Date de mise en ligne : mardi 18 juillet 2017

Copyright © SNTRS-CGT - Tous droits réservés

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Un gouvernement « no futur »

Lors d'une audition, mercredi 12 juillet 2017, par la Commission des finances de l'assemblée nationale, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, et Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, auraient, selon des articles de presse, annoncé une coupe claire de 331 millions d'euros dans le budget 2017 de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. Cela en dit long sur le manque de vision de ce gouvernement.

Comment vouloir préparer l'avenir, en particulier dans un monde en transition (écologique, énergétique, numérique) et, « en même temps », ne pas donner les moyens au monde de la recherche de former, chercher, trouver, lever des verrous technologiques pour s'adapter et anticiper ce nouveau paradigme ?

Les acteurs de la Recherche sont contraints d'adapter leurs choix et l'orientation de leurs recherches aux seuls besoins du patronat et à la captation des résultats de la Recherche par des intérêts privés. La France a besoin d'une stratégie nationale de recherche qui s'appuie sur les universités et les établissements publics, avec des budgets d'État pérennes pour soutenir ses objectifs à long terme de développement et de diffusion des résultats de la recherche.

Pour exemple, il est pour le moins contradictoire de lancer des assises pour la mobilité dès l'automne et « en même temps » d'opérer la plus grosse saignée dans le programme 190 « recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables ».

Même chose concernant les assises de l'alimentation et les annulations de crédits pour financer certaines dépenses du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation permettant d'apporter « une réponse aux problématiques sanitaires qui menacent le territoire. »

La France est en retard sur la Recherche, n'investissant que 2,24% du PIB dans ce secteur, loin derrière les 3% de l'objectif de Lisbonne. En comparaison, l'Allemagne est à 2,88%, le Japon à 3,34% et la Corée du Sud à 4,03%... La situation de la Recherche, en France, est telle que de grands noms ont poussé un cri d'alerte et ont qualifié récemment la situation de « suicide scientifique et industriel ».

Dans ce domaine comme dans d'autres, il ne peut y avoir des paroles et des actes contradictoires.

Montreuil, le 13 juillet 2017